

# Pointage annuel du profil des usagères et des usagers (PAPU) des centres d'accueil à bas-seuil : Evolution des principaux indicateurs entre 2017 et 2022

Sophie Stadelmann, Guillaume Notz, Sanda Samitca

Unisanté – Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Département Épidémiologie et systèmes de santé – DESS  
Secteur Évaluation et expertise en santé publique (CEESAN)

Mai 2023

## Contexte

Développés dès les années 1970, les centres d'accueil à bas-seuil (CABS) offrent différentes prestations qui visent en premier lieu l'aide à la survie des usagères et usagers de substances psychoactives et la diminution des risques liés à la consommation. Ils ont également une mission d'orientation dans le réseau, avec pour objectif à long-terme la réintégration sociale des consommatrices et consommateurs. Le terme « bas-seuil » fait référence au seuil d'accessibilité, par opposition aux services à seuil plus élevé dans lesquels l'accès nécessite, par exemple, un enregistrement nominatif et/ou un engagement d'abstinence. Ainsi, les CABS se définissent par leur facilité d'accès, le respect de l'anonymat et la gratuité ou le faible coût de leurs services. A l'heure actuelle, le canton de Vaud compte huit structures de ce type, gérées par quatre organismes : la Fondation ABS à Lausanne<sup>a</sup>, Zone Bleue à Yverdon, Entrée de Secours à Morges et à Nyon et AACTS à Vevey<sup>1</sup>.

Le Pointage annuel du profil des usagères et usagers (PAPU) est une étude menée, depuis 2016, dans l'ensemble des CABS du canton de Vaud durant la première semaine du mois de novembre. Cette étude permet de suivre le profil sociodémographique, les prises de risques et l'état de santé de la population qui fréquente ces CABS<sup>b</sup>. Le présent

document fait une synthèse des données collectées en 2022 et met en perspective l'évolution des principaux indicateurs depuis 2017<sup>c, d</sup>.

## Résultats

En 2022, le questionnaire PAPU a été proposé à 486 personnes différentes, une valeur qui reste stable par rapport à 2021 (n=489). Au total 304 questionnaires valides ont pu être utilisés pour effectuer les analyses ; 182 personnes ont refusé de participer. Le taux de participation s'élève donc à 62.6%, soit un taux analogue à celui de l'année dernière (59.3% en 2021, Figure 1). Ce taux reste très variable entre les structures (minimum : 43.5% ; maximum : 98%), mais est globalement plus bas que lors des premières répétitions de l'étude. Relevons, toutefois, un regain de participation par rapport à 2021 à AACTS et, dans une moindre mesure, au Distribus, le taux passant respectivement de 67.9% à 84.3% et de 34.7% à 44.3%.

En 2022, le questionnaire était proposé en anglais ou en français. Quasiment tous les questionnaires retournés étaient en français (97.7%) et seuls 2.3% des questionnaires retournés étaient en anglais. C'est à AACTS que les questionnaires traduits ont suscité le plus grand intérêt (11.6% des questionnaires retournés).

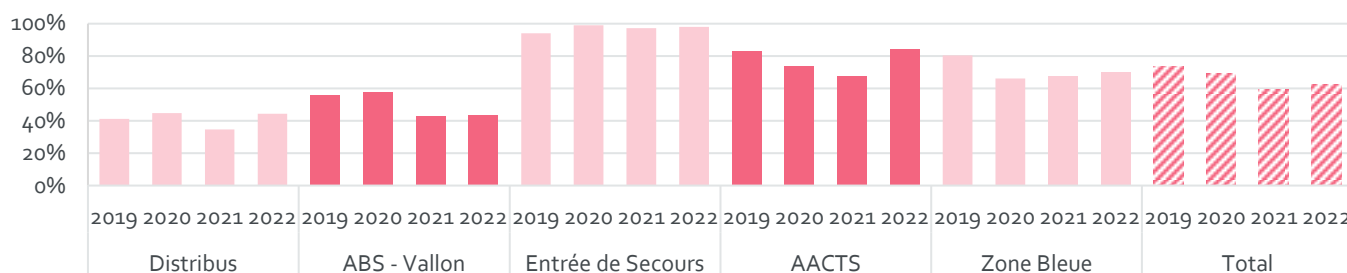


Figure 1 Taux de participation à l'enquête PAPU entre 2019 et 2022 (%)

<sup>a</sup> La Fondation ABS gère quatre structures d'accueil : Le Passage, La Terrasse, Le Distribus et L'Espace de consommation sécurisé (ECS).

<sup>b</sup> Pour plus d'informations concernant les indicateurs utilisés voir le dernier rapport reprenant l'ensemble des indicateurs<sup>2</sup>.

<sup>c</sup> En raison de l'intégration des usagères et usagers du Distribus de Lausanne à l'étude dès 2017, il n'est pas possible de comparer les données récoltées dès 2016 avec celles récoltées précédemment.

<sup>d</sup> Une note méthodologique est disponible à la fin du document.

En 2022, 25% des répondant-es ont répondu à l'enquête avec l'aide d'une tierce personne, une proportion en augmentation depuis 2019 (15.3%).

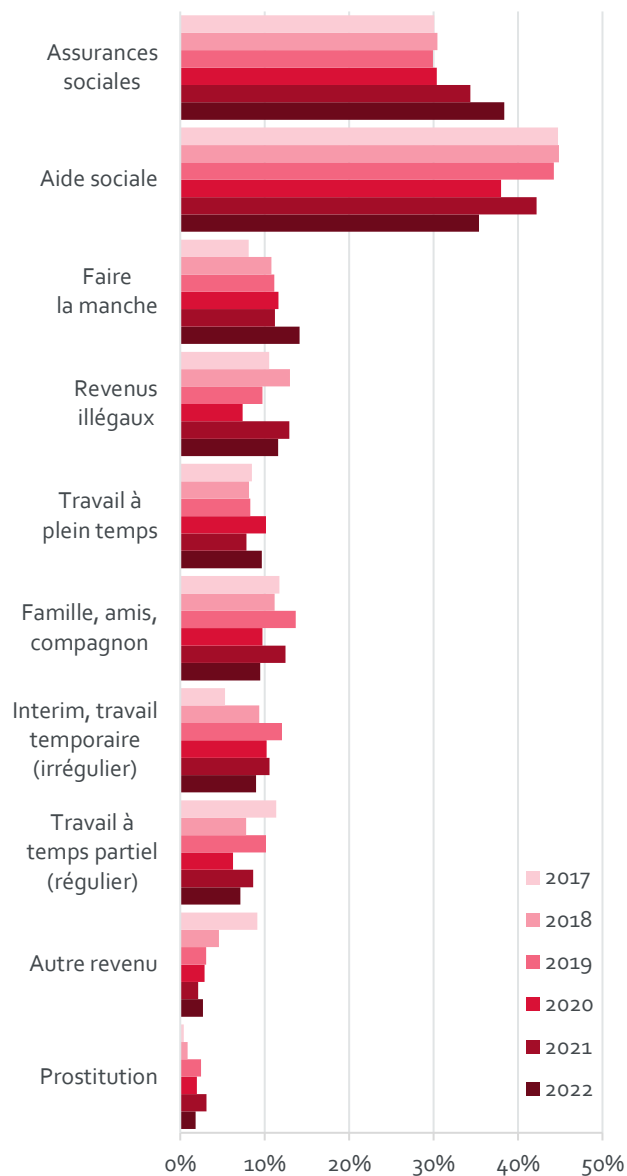
## Caractéristiques sociodémographiques

Parmi l'ensemble des répondant-es au PAPU 2022, 22.1% sont des femmes, soit une proportion stable depuis le début des mesures. C'est dans les structures d'ABS au Vallon qu'on retrouve proportionnellement le moins de femmes (11.8% en 2022) et à Entrée de Secours qu'il y en a le plus (32.3% en 2022). L'âge moyen des répondant-es est de 43.5 ans (minimum : 16 ans ; maximum : 82 ans). La tranche d'âge à laquelle appartient la population accueillie varie selon les CABS, cependant la tendance globale montre que la population qui fréquente les CABS vaudois est vieillissante. En effet, la part de répondant-es au PAPU ayant plus de 55 ans a augmenté entre 2017 et 2022 passant de 7.7% à 13.7%.

La majorité des personnes accueillies dans les CABS ont la nationalité suisse (57.3% en 2022). Parmi celles qui n'ont pas la nationalité suisse, 31.2% ne disposaient pas d'un permis de séjour valable au moment de l'enquête en 2022.

Plus de la moitié des répondant-es du PAPU bénéficient d'un domicile fixe privé (64.4% en 2022), un sixième (16.6% en 2022) indiquent vivre dans la rue, 9.8% dans un logement provisoire, 5.4% en hébergement d'urgence et 3.4% vivent en institution. La répartition des usager-ères des CABS dans ces différentes catégories a peu changé au cours des trois dernières années. Cependant, parmi les répondant-es indiquant être SDF (logement provisoire, hébergement d'urgence ou rue), la part de répondant-es indiquant l'être depuis moins de 6 mois a augmenté au cours des dernières années. Elle s'élève à 44.1% en 2022 (vs 34.3% en 2020). Le nombre de répondant-es SDF depuis 1 à 5 ans ou depuis plus de 5 ans a, quant à lui, diminué ces dernières années (passant respectivement de 36.2% en 2019 à 24.7% en 2022 et de 29.8% en 2019 à 8.6% en 2022).

Les deux principales sources de revenus des usagères et des usagers des CABS sont les assurances sociales (assurance invalidité, chômage, AVS, etc.) et l'aide sociale. La part de répondant-es bénéficiant des assurances sociales a progressivement augmenté (passant de 30.1% en 2017 à 38.4% en 2022) pour s'établir comme source principale de revenus en 2022, au détriment de l'aide sociale qui a au contraire diminuée (passant de 44.7% en 2017 à 35.4% en 2022). Ainsi, en 2022, pour la première fois depuis le début des mesures, plus de répondant-es indiquent bénéficier des assurances sociales que de l'aide sociale. Bien que moins citées par les répondant-es, d'autres sources de revenus existent : 14.1% font la manche, 11.6% bénéficient de revenus illégaux (dont le deal), 9.6% ont un travail à temps plein, 9.5% disposent d'un soutien financier de la part de leur famille, ami-es et/ou compagne ou compagnon, 9% ont un travail irrégulier temporaire, 7.1% ont un travail à



Les répondant-es pouvaient indiquer plusieurs sources de revenus différentes.

**Figure 2 Sources de revenus au cours des 30 derniers jours entre 2017 et 2022 (%)**

temps partiel, 1.8% tirent leurs revenus du travail du sexe et 2.7% ont d'autres revenus (parmi lesquels ont été mentionnés en 2022 : les économies, des héritages ou donations, du travail en tant qu'artiste de rue)<sup>e</sup>.

La part de répondant-es ayant passé parfois ou souvent toute une journée sans manger au cours des 30 derniers jours avait diminué en 2019 (33.2%) et a ré-augmenté ces dernières années (36.5% en 2021 et 41.1% en 2022).

## Consommation de substances psychoactives

Une large majorité (94.5%) des répondant-es au PAPU ont consommé au moins une substance psychoactive au cours des 30 derniers jours en 2022 (Tableau 1). Cette proportion a peu varié depuis 2017.

<sup>e</sup> Les répondant-es pouvaient indiquer plusieurs sources de revenus différentes.

La part de répondant-es ayant consommé au moins un stupéfiant (hors cannabis) a, en revanche, proportionnellement augmenté depuis 2019 passant de 69% à 79.7% en 2022. Cette observation peut s'expliquer notamment par l'augmentation de la proportion de répondant-es ayant consommé de la cocaïne base<sup>f</sup> ou des benzodiazépines (BZD) non prescrites. Ainsi en 2022, près de la moitié des répondant-es indiquent avoir consommé de la cocaïne base et plus des deux tiers des BZD non prescrites (44.8% et 34.7% respectivement, Tableau 1). Cette augmentation est particulièrement marquée à Zone Bleue où en 2022, 67.7% des répondant-es ont indiqué consommer de la cocaïne base et 55.3% des BZD non prescrites contre, respectivement, 25% et 33.3% en 2020. Une augmentation similaire se dessine également sur le plus long terme au Distribus où 75% des répondant-es indiquent avoir consommé de la cocaïne base au cours des 30 derniers jours en 2022 contre 50% en 2019 et 59.3% des BZD en 2022 contre 27.3% en 2019.

Par ailleurs, environ la moitié des usagères et des usagers des CABS ont consommé de la cocaïne HCl (52% en 2022) ou de l'héroïne (42% en 2022). Les autres substances considérées ont été consommées par moins de 20% des répondant-es et représentent ainsi une moins grande proportion de la population fréquentant les CABS.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Tabac	-	-	85.4%	-	87.1%	87.2%
Alcool	72.4%	68.8%	75.0%	-	70.4%	74.1%
Cannabis	70.9%	63.7%	64.4%	60.2%	60.6%	67.9%
Cocaïne HCl	51.0%	47.8%	42.1%	46.1%	48.5%	52.0%
Héroïne	54.6%	49.1%	39.9%	45.1%	47.2%	42.1%
Cocaïne base	30.7%	29.5%	26.2%	29.2%	37.2%	44.8%
BZD non prescrites	29.7%	26.6%	26.2%	27.5%	36.4%	34.7%
Morphine non prescrite	14.1%	10.6%	8.8%	12.6%	14.5%	16.9%
Méthadone non prescrite	12.0%	11.0%	11.7%	13.2%	13.8%	15.4%
Speedball	14.2%	12.8%	11.5%	17.5%	13.1%	17.7%
Amphétamines	13.9%	12.3%	13.5%	15.9%	13.0%	16.3%
Ecstasy	18.9%	16.3%	15.6%	18.5%	11.5%	15.0%
Autre	4.1%	6.6%	9.5%	-	10.1%	12.6%
Crysal, méthamphétamines	7.9%	6.3%	5.0%	7.9%	5.5%	11.2%
NPS	5.5%	4.6%	4.6%	-	5.1%	4.9%
Buprénorphine non prescrite	2.9%	2.5%	1.7%	3.8%	1.4%	3.8%

Les répondant-es pouvaient indiquer plusieurs produits différents. Sous « autre » ont été mentionnés, en 2022 : le CBD, du LSD, des analgésiques opiacés, des antidépresseurs, des psychostimulants, du L-Polamidon®, de la diacétylmorphine, des suppléments nicotiniques, de l'opium.

**Tableau 1 Consommations au cours des 30 derniers jours entre 2017 et 2022 (%)**

<sup>f</sup> Cocaïne sous la forme de sel hydrochloré, voir Zobel et al. 2018 pour plus d'informations quant aux différentes formes de cocaïne<sup>3</sup>.

<sup>g</sup> Il n'a pas été possible de calculer le prix au gramme pour une forte proportion de répondant-es ayant acheté du produit au cours des 30 derniers jours (entre 63.8%

La cocaïne base est la deuxième substance illégale consommée par le plus de répondant-es tous les jours ou presque après le cannabis en 2022 (18.8% et 33.7%, respectivement). Plus d'un sixième des répondant-es indiquent avoir consommé de la cocaïne HCl tous les jours ou presque au cours du dernier mois en 2022 (17.2%), viennent ensuite les BZD non prescrites (12.8%), l'héroïne (12%) et la morphine (11.4%). Moins de 5% des répondant-es consomment tous les jours ou presque chacune des autres substances illégales mentionnées.

Près de la moitié des usagères et usagers qui consomment des stupéfiants (à l'exception du cannabis) en ont consommé plusieurs au cours des 30 derniers jours (51.1% en 2022). Parmi celles-ci et ceux-ci, 36% ont consommé au moins de l'héroïne et de la cocaïne HCl au cours de 30 derniers jours en 2022.

## Indicateurs de suivi du marché des stupéfiants

Pour la première fois, en 2022, une question concernant la transformation de la cocaïne base a été posée. Cette question a permis d'investiguer si les répondant-es qui consomment de la cocaïne base cuisinent elles-mêmes et eux-mêmes la substance ou non. Un peu moins de la moitié (45.6%) ont transformé la cocaïne base par leurs propres moyens en 2022. C'est au Distribus (70.3%) et à Zone Bleue (60.6%) que les plus grandes proportions d'usagères et d'usagers indiquent cuisiner elles-mêmes et eux-mêmes leur produit.

Plus de la moitié des répondant-es indiquent avoir acheté de la cocaïne HCl au cours des 30 derniers jours en 2022 (52.9%). C'est au Distribus que la plus grande part de répondant-es indiquent en avoir acheté sur cette même période (94.3%). Parmi celles et ceux-ci, une large majorité l'a achetée dans le canton de Vaud (92.7%), auprès d'un-e dealer (87.5%), auprès d'un-e ami-e (10.8%), sur Internet (0.8%) ou par d'autres voies (sans précision, 0.8%). En moyenne, les usagères et usagers ont payé leur cocaïne HCl au prix de 70.98 CHF/g lors de leur dernier achat<sup>g</sup>.

Un peu plus d'un quart des répondant-es du PAPU indique avoir acheté de la cocaïne déjà basée au cours des 30 derniers jours (28.3%). Ce sont les répondant-es de Zone Bleue qui sont les plus nombreuses et nombreux à indiquer ce type d'achat au cours des 30 derniers jours (67.7%). La plupart l'a achetée dans le canton de Vaud (86.7%). Plus des trois quarts a acheté le produit auprès d'un-e dealer (79.3%), un cinquième auprès d'un-e ami-e (18.9%) et 1.9% sur Internet. Lors de ce dernier achat, la cocaïne base a été achetée au prix moyen de 67.46 CHF/g<sup>g</sup>.

Les proportions de répondant-es indiquant avoir acheté du cannabis sur forme d'herbe/marijuana ou sous forme de résine/haschich s'élèvent à respectivement 49% et 43.9%. C'est dans les structures d'ABS au Vallon que nous

et 83.6% en fonction de la substance considérées) en raison d'un nombre important de réponses manquante, ou, parfois, incohérentes.

retrouvons le plus grand nombre de répondant-es ayant acheté ce type de produit (60.3% et 59%). Pour la grande majorité des répondant-es, ces achats ont eu lieu dans le canton de Vaud (89.1% des achats sous forme d'herbe et 86.3% des achats sous forme de résine). Un peu plus de la moitié des répondant-es s'est procuré du cannabis auprès d'un-e dealer (55.8% pour l'herbe et 53.8% pour la résine) et une petite moitié auprès d'un-e ami-e (37.5% pour l'herbe et 41.9% pour la résine). Quelques un-es sont également passé-es par Internet (1% pour l'herbe et 1.1% pour la résine). Finalement certaines personnes relèvent être passées par d'autres voies (5.8% pour l'herbe et 3.2% pour la résine), parmi celles-ci sont mentionnées le don et la production personnelle. Le cannabis sous forme d'herbe a été payé à 8.72 CHF/g et la résine à 10.46 CHF/g en moyenne lors du dernier achat<sup>9</sup>.

Plus d'un tiers des répondant-es indiquent avoir acheté de l'héroïne au cours des 30 derniers jours (37.2%). Les répondant-es du Distribus sont proportionnellement les plus nombreuses et nombreux à relever ce type d'achat (70.6%). Ce produit a été acheté dans le canton de Vaud dans 82.1% des cas. L'achat s'est fait auprès d'un-e dealer dans 84.5% des cas, d'un-e ami-e (13.1%), sur Internet (1.2%) ou par d'autres voies (sans précision, 1.2%). Lors du dernier achat, l'héroïne a été payée au prix de 46.24 CHF/g en moyenne<sup>9</sup>.

## Indicateurs d'exposition au risque de transmission du VIH et du VHC

En 2022, un peu moins d'un quart des répondant-es ont indiqué avoir consommé par injection au cours des 30 derniers jours (22.1%). Cette proportion est restée relativement stable depuis 2017 (24.2%). Ces dernières et derniers indiquent avoir le plus souvent consommé par injection à domicile ou dans un endroit privé (43.9% en 2022), chiffre en baisse par rapport à 2021 (54.7%). A l'inverse, elles et ils sont 35.1% à avoir consommé dans un lieu public extérieur contre 25% en 2021. Les taux des

autres réponses, à savoir local de consommation (14%) et local public (7%) restent stables. Une très large majorité des répondant-es ont échangé souvent ou toujours leurs seringues usagées contre des neuves dans une institution (76% en 2022).

En 2022, les répondant-es qui ont consommé par injection au cours des 30 derniers jours sont 19.6% à déclarer avoir utilisé la seringue ou l'aiguille de quelqu'un-e d'autre au cours de cette période (Figure 3). Cette proportion a augmenté depuis l'année passée où 4.6% des répondant-es indiquaient avoir ce comportement. Près de 10.9% des répondant-es indiquent avoir transmis au cours des 30 derniers jours une seringue/aiguille usagée à un-e paire après l'avoir utilisée. Par ailleurs, 70.9% des injectrices et injecteurs ont indiqué avoir réutilisé une de leurs propres seringues ou aiguilles au cours des 30 derniers jours.

Plus de la moitié des répondant-es indiquent avoir consommé par inhalation au cours des 30 jours précédents l'enquête (61.6% en 2022). Les consommatrices et consommateurs par inhalation sont également plus nombreuses et nombreux à indiquer avoir principalement consommé à domicile ou dans un endroit privé (56.4% en 2022), 33.6% dans un lieu public extérieur, 4% dans un local public, et 6% dans un local de consommation. Par ailleurs, les consommatrices et consommateurs par inhalation sont 41.3% à indiquer avoir utilisé du matériel servant à l'inhalation (embout, pipe, ...) déjà utilisé par quelqu'un d'autre au cours des 30 derniers jours. Cette proportion est plus élevée qu'en 2021 (32.9%).

Finalement, un peu plus d'un tiers des répondant-es indiquent avoir consommé par sniff au cours des 30 jours précédents l'enquête (37.4% en 2022 et 44.1% en 2021).

Près d'un tiers des répondant-es indiquent s'être rendu-es à l'Espace de consommation sécurisée (ECS) de Lausanne au cours des 30 derniers jours en 2022 (30.1%). Cette proportion augmente graduellement depuis l'ouverture de cette structure en 2018 (18.3%).

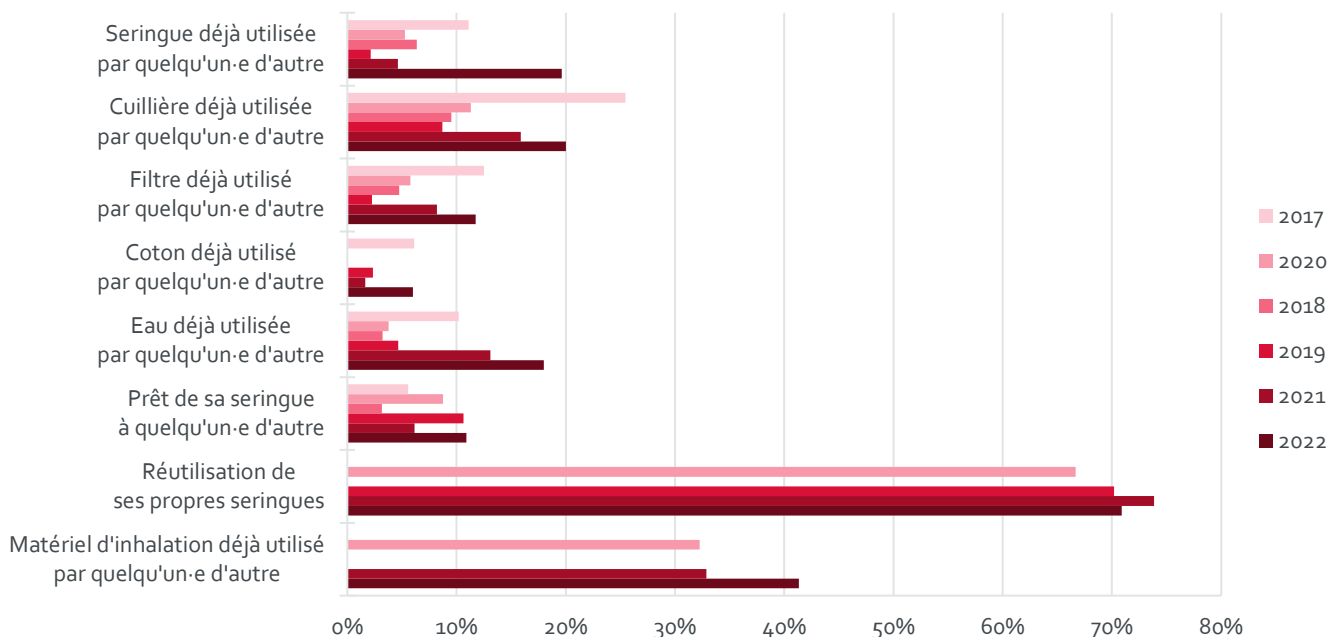


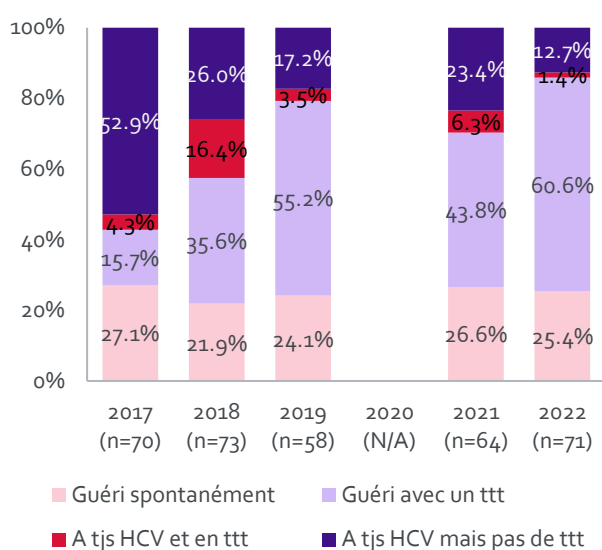
Figure 3 Partage de matériel de consommation au cours des 30 derniers jours entre 2017 et 2022

## Indicateurs de santé

Lorsqu'il s'agit de décrire leur état de santé, les répondant-es du PAPU sont 13,6% à déclarer être en très bonne santé, 27,6% indiquent être en bonne santé, 40% en assez bonne santé, 17,2% en mauvaise santé et 1,6% en très mauvaise santé en 2021. Depuis 2017, les proportions de répondant-es indiquant être en bonne ou très bonne santé ont diminué au profit d'une augmentation de la proportion de répondant-es en assez bonne santé (26,8% en 2017 vs 40% en 2022) et en mauvaise santé (9,8% en 2017 vs 17,2% en 2022). Par ailleurs, en 2022, 45,8% des répondant-es indiquent être sous traitement agoniste opioïde (TAO).

Les proportions de répondant-es ayant eu un test de dépistage du VIH au cours de la vie et au cours des 12 derniers mois ont diminué depuis les premières vagues du PAPU. En effet, alors qu'en 2018, les répondant-es étaient 89,7% à avoir déjà fait un test de dépistage du VIH, cette pratique concerne seulement 77,7% des répondant-es du PAPU 2022. De manière analogue, 60,1% des répondant-es déclaraient en 2018 avoir eu un test de dépistage du VIH au cours des 12 derniers mois contre 52,7% en 2022. Parmi celles et ceux qui ont déjà eu un test de dépistage au cours de leur vie, 4,1% indiquent être séropositives ou séropositifs en 2022.

Trois quarts des répondant-es ont indiqué avoir déjà été testé-es pour l'hépatite C au cours de leur vie (75% en 2022) et une petite moitié de tous les répondant-es au cours des 12 derniers mois (44,1% en 2022). Cette dernière proportion a diminué depuis 2017 où 57,8% des répondant-es déclaraient avoir eu un test de dépistage du VHC au cours des 12 derniers mois. Un tiers des répondant-es du PAPU indiquent avoir déjà été diagnostiqué-es positives ou positifs à l'hépatite C (30,1% en 2022). Parmi ces dernières et ces derniers, 12,7% indiquent toujours avoir l'hépatite C et ne pas suivre de traitement, 1,4% toujours avoir l'hépatite C et suivre un traitement, 60,6% avoir guéri avec un traitement et 25,4%



Les questions relatives à l'hépatite C n'ont pas été posées en 2020.

**Figure 4 Statut actuel pour l'hépatite C entre 2017 et 2022 (%)**

avoir guéri spontanément (Figure 4). En 2019, la part de répondant-es indiquant avoir toujours l'hépatite C mais ne pas suivre de traitement avait diminué au profit d'une augmentation de la proportion de répondant-es indiquant avoir guéri grâce à un traitement. Cette tendance ne s'était pas poursuivie en 2021 mais a repris en 2022.

En 2021, pour la première fois, une question visait à évaluer le niveau de couverture des frais de santé en Suisse dont disposent les usagères et usagers des CABS du canton. En 2022, sur l'ensemble des structures, 81,5% des répondant-es indiquent disposer d'une assurance maladie, 14,1% n'en ont pas et 4,4% ne savent pas. C'est à Zone Bleue que le plus de répondant-es indiquent avoir une assurance maladie pour leurs frais de santé en Suisse (94,9%) et au Distribus que le moins de répondant-es en ont une (63,2%).

## Discussion

La répétition de l'étude PAPU en 2022 a permis de faire un nouveau point sur la situation des usagères et des usagers des CABS du canton de Vaud. Cette répétition a permis de mettre en évidence la stabilité de leur profil sociodémographique depuis le début des mesures en 2017.

Certains indicateurs évoluent, comme l'âge des usagères et usagers. Par ailleurs, en 2022, nous observons une légère augmentation de la part de population étrangère accueillie (36% en 2021 vs 43% en 2022). La source de revenu dont bénéficie la plus grande proportion de répondant-es n'est plus l'aide sociale, mais les assurances sociales (assurance invalidité, chômage, AVS, etc.).

Une proportion non négligeable d'usagères et usagers est toujours en situation de précarité. En effet, plus d'un quart des répondant-es sont sans domicile fixe et un peu moins de la moitié déclare passer parfois ou souvent toute une journée sans manger, alors que les CABS du canton proposent des repas à midi. De plus, la part de répondant-es déclarant être SDF depuis une courte période (moins de 6 mois ou de 6 à 11 mois) reste plus élevée qu'en 2020. Cette observation pourrait être en lien avec la pandémie de COVID-19 qui a particulièrement impacté la classe moyenne inférieure<sup>4</sup>. La répétition de l'étude PAPU menée dans les hébergements d'urgence du canton de Vaud pourrait permettre de préciser ce point<sup>5</sup>.

Le type de substances consommées reste stable depuis 2017 avec le tabac, l'alcool et le cannabis en tête, suivis par la cocaïne HCl, la cocaïne base, l'héroïne, et les benzodiazépines non prescrites. Toutefois, la consommation de cocaïne base augmente depuis 2020.

La part d'usagères et d'usagers ayant consommé des substances psychoactives par injection au cours des 30 derniers jours est restée stable depuis 2017. Cependant, la part de répondant-es indiquant s'être le plus souvent injecté-es dans un lieu public extérieur a augmenté depuis 2020, avec, par conséquent, une diminution des proportions de répondant-es ayant privilégié le domicile. Par ailleurs, les pratiques de partage de matériel ont augmenté en 2022. La part de répondant-es ayant indiqué avoir utilisé du matériel (seringue, cuillère, filtre, coton, eau) déjà utilisé ou avoir prêté



sa seringue est la plus élevée depuis le début des mesures en 2017. Par ailleurs, il y a toujours plus de sept injectrices ou injecteurs sur dix qui ont réutilisé leurs propres seringues au cours des 30 derniers jours. Cette observation interroge le niveau de connaissance et de compréhension des messages de réduction des risques par les usagères et les usagers. Une observation partagée par l'équipe de la Fondation ABS qui, à l'ouverture de l'ECS, a été surprise de devoir revenir sur des messages qu'elle pensait acquis<sup>6</sup>. Les usagères et usagers des CABS semblent, en revanche, être bien informé·es des modes d'élimination des seringues usagées puisque les trois quarts les échange contre des seringues neuves dans une institution.

Alors que la part de répondant·es déclarant avoir consommé par sniff au cours des 30 derniers jours diminue, la part de répondant·es déclarant avoir consommé par inhalation tend à augmenter, en particulier à Zone Bleue. Par ailleurs, parmi ces dernières et ces derniers, une proportion non négligeable a indiqué avoir consommé avec du matériel (embout, pipe, etc.) déjà utilisé par une autre personne, au cours du dernier mois. Alors que le recours à la consommation par inhalation semble devenir plus important, cette pratique questionne. Il semblerait important que les messagers de réduction des risques en matière d'inhalation soient relayés de manière plus régulière auprès des usagères et usagers des CABS.

Lorsqu'il s'agit d'autoévaluer leur état de santé général, les usagères et usagers des CABS sont bien moins nombreux·ses que l'ensemble de la population générale suisse à indiquer être en bonne ou très bonne santé (41% PAPU 2022 vs 85% de la population générale en 2017)<sup>7</sup>. De plus, cette proportion a diminué depuis 2017 ce qui pourrait exprimer une forme de dégradation de l'état de santé de ce sous-groupe (58% en 2017 vs 41% en 2022).

Cette péjoration s'observe également au niveau des sérologies. Les parts de répondant·es indiquant avoir été testé·es pour le VIH au cours de la vie (78%) et au cours des 12 derniers mois (53%) ont diminué depuis le début des mesures, même si cette proportion reste nettement plus grande que celle observée dans la population générale (5%)<sup>8</sup>. Il en va de même pour les tests de dépistage de l'hépatite C au cours des 12 derniers mois et au cours de la vie (respectivement 44% et 75% en 2021). Pourtant, les proportions de répondant·es indiquant être séropositif·ves (4%) et de répondant·es indiquant avoir été diagnostiqué·es positif·ves au virus de l'hépatite C (30%) montrent que ces épidémies nécessitent toujours une attention particulière dans cette population. L'accès au traitement contre l'hépatite C est cependant maintenant meilleur qu'au début des mesures.

Ces différents indicateurs sanitaires tendent à montrer une péjoration de l'état de santé et de l'accès aux soins chez les usagères et usagers des CABS. Pourtant, les résultats du PAPU montrent que 82% des répondant·es ont une assurance pour couvrir leurs frais de santé en Suisse.

Finalement, pour la sixième année consécutive, l'enquête PAPU a montré la faisabilité d'une étude auprès de populations dites difficiles d'accès, soit les usagères et usagers des CABS. Le nombre de questionnaires retournés

augmente depuis plusieurs années (N=304). Cependant le taux de participation pourrait être meilleur (63%) et les retours du terrain font parfois état de difficultés dans la mise en œuvre. Il est important de continuer à prêter attention à ce que ce taux de participation ne diminue pas, au risque de compliquer la comparaison des résultats. Il existe par conséquent encore une marge de progression pour améliorer le nombre de participant·es à cette enquête. Une solution consisterait à assurer une meilleure sensibilisation des équipes de direction et des équipes sur le terrain et à valoriser les initiatives des structures pour motiver les usagères et les usagers à répondre (comme la distribution de bons repas).

### Note méthodologique

Le pointage annuel du profil des usagères et usagers (PAPU) est une enquête anonyme, transversale multicentrique et descriptive. Sa méthodologie s'inspire principalement de celle des enquêtes de type «un jour donné», et s'appuie également sur l'expérience des enquêtes réalisées dans les structures à bas-seuil en Suisse et à l'étranger<sup>9, 10</sup>.

La phase de récolte des données de cette étude se tient sur une semaine entière début novembre, chaque année, pendant les jours et les heures d'ouverture des CABS. Ce format est préféré à une enquête sur un jour prédéterminé en raison de la variabilité de la fréquentation des centres durant la semaine et des contraintes organisationnelles des CABS.

Quelques jours avant la période de passation effective, les équipes des CABS doivent annoncer la tenue de l'enquête à leurs usagères et usagers afin de favoriser son acceptation. Durant la semaine de passation, chaque CABS est tenu de systématiquement proposer le questionnaire à toute usagère ou usager entrant dans le centre d'accueil et n'ayant pas déjà rempli ou refusé le questionnaire auparavant, puis de le récupérer. Le questionnaire est, en principe, auto-administré (i.e. rempli seul·e par l'usagère ou l'usager), à part si une demande explicite d'aide est formulée par l'usagère ou l'usager.

Le Distribus qui se distingue des autres CABS par le fait qu'il s'agit d'une structure mobile (un bus), est inclus dans l'étude depuis 2017. Cette structure se caractérise par une fréquentation quotidienne élevée, mais une durée de contact faible avec les usagères et usagers ainsi qu'un nombre limité d'intervenantes et d'intervenants. En raison de ces particularités, les équipes présentes au Distribus durant l'enquête sont soutenues par deux à trois personnes en renfort<sup>2</sup>. Depuis 2021, c'est la Fondation ABS seule qui s'occupe de cette passation au Distribus.

L'ensemble de ces analyses a été effectué sur Stata (version 17.0).

## Références

- 1 Stadelmann S, Amiguet M, Samitca S. L'offre en matière de réduction des risques liés à la consommation de substances illicites dans le canton de Vaud: un état des lieux. Lausanne: Unisanté - Centre universitaire de médecine générale et santé publique; 2019. (Raisons de santé: Les Essentiels 12). Available from: <http://dx.doi.org/10.16908/rds-essentiels/12>
- 2 Stadelmann S, Lociciro S, Samitca S. Pointage annuel du profil des usagers et usagers des centres à bas seuil d'accès du canton de Vaud: PAPU 2018. Lausanne: Unisanté – Centre universitaire de médecine générale et santé publique; 2019. (Raisons de santé 303). Available from: <http://dx.doi.org/10.16908/issn.1660-7104/303>
- 3 Zobel F, Esseiva P, Udrisard R, Lociciro S, Samitca S. Le marché des stupéfiants dans le canton de Vaud: cocaïne et autres stimulants. Lausanne: Addiction Suisse, Ecole des Sciences criminelles, Institut universitaire de médecine sociale et préventive; 2018. Available from: [https://serval.unil.ch/fr/notice/serval:BIB\\_354941DEC8D2](https://serval.unil.ch/fr/notice/serval:BIB_354941DEC8D2)
- 4 Bonvin J-M, Lovey M, Rosenstein E, Kempeneers P. La population en grande précarité en période de COVID-19 à Genève: conditions de vie et stratégies de résilience. Rapport final de l'étude sollicitée par la fondation Colis du Cœur. Genève: Université de Genève; 2020. Available from: [https://www.unige.ch/sciences-societe/socio/files/6616/0086/7051/Rapport\\_UNIGE\\_CdC\\_2020.pdf](https://www.unige.ch/sciences-societe/socio/files/6616/0086/7051/Rapport_UNIGE_CdC_2020.pdf)
- 5 Stadelmann S, Debons J, Samitca S. Profils et trajectoires des bénéficiaires des hébergements d'urgence dans le canton de Vaud en 2021. Lausanne: Unisanté – Centre universitaire de médecine générale et santé publique; 2022. (Raisons de santé 338). Available from: <https://doi.org/10.16908/issn.1660-7104/338>
- 6 Samitca S, Stadelmann S, Linder A. Evaluation de l'espace de consommation sécurisée de Lausanne (ECS) – projet pilote de trois ans. Rapport intermédiaire à 18 mois. Lausanne: Unisanté – Centre universitaire de médecine générale et santé publique; 2020. (Raisons de santé 313). Available from: <https://doi.org/10.16908/issn.1660-7104/313>
- 7 Storni M, Lieberherr R, Kaeser M. Enquête suisse sur la santé 2017: Vue d'ensemble. Neuchâtel: Office fédéral de la statistique (OFS); 2018. (Statistique de la Suisse 213-1702).
- 8 Lociciro S, Simonson T, Samitca S, Koutaissoff D, Amiguet M, Dubois-Arber F, et al. Système de surveillance du VIH et des IST de deuxième génération en Suisse. Rapport de synthèse 2012-2016. Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive; 2017. (Raison de santé 278). Available from: <http://dx.doi.org/10.16908/issn.1660-7104/278>
- 9 Balthasar H, Arnaud S, Gervasoni J-P, Samitca S, Schnoz D, Zobel F, et al. Résultats de l'enquête auprès de la clientèle des structures à bas seuil d'accessibilité (SBS) en Suisse (2006). Lausanne: Institut universitaire de médecine sociale et préventive; 2006. (non publié).
- 10 Lociciro S, Arnaud S, Füglistaler G, Dubois-Arber F, Gervasoni J-P. Résultats de l'enquête 2011 auprès des usagers des structures à bas-seuil en Suisse. Institut universitaire de médecine sociale et préventive - IUMSP Lausanne; 2012. (Raisons de santé 199a). Available from: <https://www.unisante.ch/fr/formation-recherche/recherche/publications/raisons-sante/raisons-sante-199a>

## Citation suggérée

Stadelmann S, Notz G, Samitca S. Pointage annuel du profil des usagers et des usagers (PAPU) des centres d'accueil à bas-seuil : Evolution des principaux indicateurs entre 2017 et 2021. Lausanne, Unisanté - Centre universitaire de médecine générale et santé publique, 2023 (Raisons de Santé: Les Essentiels 50) <https://doi.org/10.16908/rds-essentiels/50>